

PARIS

120 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. : 01 42 67 79 78
Fax. : 01 42 67 98 36

NANCY

165 bd d'Haussonville
CS 34 120
54041 Nancy Cedex
Tél. : 03 83 27 21 35
Fax. : 03 83 90 33 30

ÉPINAL

7 rue Roland Thiéry
88000 Épinal
Tél. : 03 29 81 89 89
Fax. : 03 29 81 89 88

METZ

2/4 rue François de Curel
57000 METZ
Tél. : 03 87 74 24 54
Fax. : 03 87 36 71 98

I. LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

LE SUIVI DES GRANDES RÉFORMES SOCIALES...

... est désormais accessible sur le site de Liaisons Sociales www.liaisons-sociales-quotidien.fr, rubriques « Les Plus » et « Réformes en cours ».

79 % DES DRH SONT FAVORABLES À LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL...

... par ordonnance, selon l'ANDRH.

Liaisons Sociales du 16.06.2017

CONTRIBUTION PATRONALE SUR LES ATTRIBUTIONS D' ACTIONS GRATUITES

Le Conseil constitutionnel a estimé **le 28 avril** qu'elle est légale.

N° 2017-627/628 QPC

ASSURANCE-VIE ET ASSURANCE-DÉCÈS DE L'HOMME-CLÉ

Le Conseil d'État a jugé le 31 mars 2017, n° 387209, que la prime d'assurance-décès est déductible (CE 29/07/1998 n° 108244) selon l'article 39 du CGI, mais pas celle concernant l'**assurance-vie**, qui revient au dirigeant en cas de non-survivance du risque.

- La question restant de pouvoir justifier de la répartition de la prime entre ces deux « risques ».

TOUTE NOUVELLE NORME RÉGLEMENTAIRE...

... entraînera la suppression ou la simplification de deux normes existantes selon une **circulaire** du Premier Ministre du 26 juillet.

- Notamment en mettant fin à la **surtransposition** des directives européennes, puisque celles-ci doivent s'appliquer de plein droit.

Liaisons Sociales du 03.08.2017

INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

La Ministre du Travail s'est engagée le 13 juillet à augmenter les indemnités légales par règlement en septembre.

Elle relève que la France est un des pays qui a un niveau d'indemnités plus bas que la moyenne et que cette augmentation devrait **favoriser la conciliation**.

- C'est fait par une ordonnance qui fixe le minimum légal à 1/4 de mois par an au lieu de 1/5^e.
Reste à attendre la publication de cette ordonnance.

LES DÉTENUS SONT AJOUTÉS À LA LISTE DES ASSURÉS SOCIAUX...

... devant être affiliés à une caisse d'assurance maladie autre que celle du lieu de résidence.

Il s'agit du pôle interrégional dont dépend l'établissement pénitentiaire.

Arrêt du 10.08.2017
Liaisons Sociales du 30.08.2017

LES GRANDES ENTREPRISES...

... sont tenues de mettre en place un programme anticorruption au plus tard le 1^{er} juin 2017 (Loi Sapin II du 09.12.2016).

Il s'agit des entreprises de plus de 500 salariés et ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100 M€.

Liaisons Sociales du 26.07.2017

LES MODALITÉS DU « REPORTING EXTRA-FINANCIER »...

... (remplaçant le reporting RSE) sont fixées par décret du 11 août.

- Applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} septembre 2017 selon un décret du 9 août 2017 et la directive 2014/95/UE transposée par une ordonnance du 19 juillet.

Liaisons Sociales des 25.07.2017 et 17.08.2017

II. RELATIONS INDIVIDUELLES

RÉMUNÉRATION À PRENDRE EN COMPTE EN CAS DE LICENCIEMENT APRÈS UN ARRÊT MALADIE ?

C'est la rémunération perçue **avant** l'arrêt de travail.

Cass. Soc. 23.05.2017 n° 15-22.223

LE MALAISE SURVENU CHEZ LE MÉDECIN DU TRAVAIL...

... est présumé être un accident du travail.

Cass. 2^e Civ. 06.07.2017 n° 16-20.119

L'EMPLOYEUR DOIT PAYER LES FRAIS D'AVOCAT DU SALARIÉ...

... poursuivi pénalement pour des faits commis dans le cadre de son travail sans avoir abusé de ses fonctions.

Cass. Soc. 05.07.2017 n° 15-13.702

LA CNIL SANCTIONNE LE 13 JUILLET UNE SOCIÉTÉ...

... qui a installé un système de vidéosurveillance non-conforme à ses recommandations (1 000 €).

Liaisons Sociales du 30.08.2017

III. RELATIONS COLLECTIVES

UN ACCORD COLLECTIF PEUT RÉSERVER UN AVANTAGE AUX FEMMES AU NOM DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Cass. Soc. 12.07.2017 n° 15-26.262

Liaisons Sociales du 17.07.2017

- En l'espèce, l'accord attribue une demi-journée de congé aux femmes à l'occasion du 8 mars, journée internationale pour le droit des femmes.

DISCRIMINATIONS SYNDICALES

Dans un avis du 13 juillet, le CESE constate que les discriminations syndicales entravent le dialogue social.

Il préconise des **recommandations** pour corriger ces dérives.

DARTY GRAND OUEST...

... prévoit l'ouverture de 4 magasins dans 4 villes touristiques de province pendant **2 à 6 dimanches par an**.

Accord du 06.07.2017

LES SALARIÉS DE LAPEYRE RÉCLAMENT (16 M€) UN ...

... rappel de l'intéressement devant le TGI de Nanterre le 6 juin.

Décision prévue le 26 septembre.

LES BONS D'ACHAT ACCORDÉS AUX SALARIÉS PAR L'EMPLOYEUR...

... (ou le CE) ne peuvent échapper aux cotisations... malgré les tolérances administratives (163 € en 2017).

Cass. 2^e Civ. 30.03.2017 n° 15-25.453

Seuls peuvent être exonérés ceux qui résultent d'une circulaire ou instruction ministérielle **régulièrement publiée** – ce qui n'est pas le cas pour la **médaille d'honneur du travail** ou les **chèques-culture**... !!

- Peut-être pourrait-on simplifier cette règle ?

PRISON FERME POUR 2 EX-RESPONSABLES DE CE

Par un jugement du 23 juin (Le Monde du 27 juin), ces 2 élus d'Eurodisney et Randstad étaient accusés de détournement de fonds et ont été condamnés à 24 mois (dont 18 avec sursis).

IV. DOSSIERS PRATIQUES RH

LE DEVOIR DE VIGILANCE

Loi du 27.03.2017

Liaisons Sociales du 10.05.2017

LES MODIFICATIONS DU BULLETIN DE PAIE

Liaisons Sociales du 03.07.2017

- Déjà en vigueur pour les entreprises de 300 salariés, elles le seront pour toutes les entreprises au 1^{er} janvier 2018.

LE CHSCT : DÉSIGNATION, MOYENS D'ACTION ET ATTRIBUTIONS

Liaisons Sociales du 04.07.2017

ALLOCATIONS AUX DEMANDEURS D'EMPLOI ET AUX PRÉRETRAITÉS

Liaisons Sociales du 21.07.2017

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE ET DISPOSITIFS DE RECLASSEMENT

Liaisons Sociales du 24.07.2017

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL

Motif, procédure, indemnités : un recueil de jurisprudence sur la première moitié de 2017

Liaisons Sociales du 01.08.2017

LES RÉUNIONS DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Liaisons Sociales du 02.08.2017

LE REGISTRE UNIQUE DU PERSONNEL

Avec les obligations annexes depuis la Loi Savary du 10.07.2014 et la Loi Égalité du 27.01.2017

Liaisons Sociales du 10.08.2017

ACCIDENT DE TRAJET : QUELLE PROTECTION POUR LE SALARIÉ ?

- Notamment, à la différence d'un accident de travail, le salarié conserve le **droit d'exercer une action en responsabilité civile** contre son employeur.

Liaisons Sociales du 11.08.2017

LES HEURES DE DÉLÉGATION

Dossier questions/réponses Liaisons Sociales du 17.08.2017

LE SALARIÉ AU VOLANT

Dossier pratique Liaisons Sociales du 31.08.2017

LE CONTRÔLE URSSAF

Dossier Liaisons Sociales du 01.09.2017

Jacques BROUILLET
Cabinet ACD
Avocat au barreau de Paris
j.brouillet@acd.fr – tél. 01 42 67 79 78